

**Zeitschrift:** Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier  
**Herausgeber:** Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier  
**Band:** 37 (2021)

**Buchbesprechung:** Comptes rendus

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 11.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

---

# COMPTES RENDUS

**Edouard Lynch, *Insurrections paysannes. De la terre à la rue. Usages de la violence au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Vendémiaire, 2019, 446 pages**

Le constat est frappant pour qui s'intéresse aux mouvements sociaux : on associe rarement paysan·ne·s et manifestations. Que l'histoire du monde paysan soit traversée de violences, on le sait, mais ces révoltes que l'on tient pour spontanées, primaires, brouillonnes et sans véritable programme, si ce n'est l'expression d'une exaspération longtemps réprimée, ont été longtemps considérées comme des « fureurs paysannes » violentes et archaïques, rarement assimilées à la forme noble qu'est la manifestation. Dans son dernier ouvrage, Edouard Lynch s'emploie à corriger cette image. Son livre montre comment le monde paysan français sort du modèle des révoltes d'ancien régime pour entrer, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, dans une ère nouvelle, marquée par un reflux de la violence, ou plutôt sa canalisation, par l'apprentissage de la manifestation dans un cadre démocratique.

Objet de la première partie du livre, ce serait la fameuse crise de 1907 dans le Midi viticole qui marquerait l'entrée dans l'ère nouvelle. Même si elle se termine par des violences, cette crise démontre que le monde paysan a intégré un répertoire d'action pacifié, avec tout un « rituel manifestant » : réunions publiques, discours, défilés pacifiques dans les villes, avec slogans et pancartes à l'intention des spectateurs et spectatrices ainsi que

de la presse, délégations auprès des autorités, interpellation de l'État sommé de résoudre les difficultés de la profession. L'apprentissage de l'occupation de la rue n'exclut pas la violence, certes, mais une violence que l'on veut légitime, qui est seconde et se présente comme une réponse ou un geste de dernier recours.

La deuxième partie du livre passe rapidement sur l'entre-deux-guerres. La période est marquée par une forte politisation des organisations paysannes, embrigadées par les mouvements fascistes comme les Chemises vertes d'Henri Dorgères ou par le communisme rural ralliant les petits exploitants au sein d'une Confédération nationale paysanne. Paradoxalement, alors même que le discours se veut très martial, le niveau de violence physique reste assez faible, à cause notamment du fort encadrement politique.

Le retour des difficultés économiques, avec notamment une surproduction chronique dès la fin des années 1940, due en partie aux importations d'un marché qui se libéralise, ouvre la porte à une vague de manifestations mettant en œuvre un nouveau moyen d'action : le barrage routier. Cette tactique voit le jour en 1953, appliquée le plus souvent par des paysans non affiliés aux grandes centrales agricoles. Si ce moyen d'action laisse dans un premier temps l'État et les forces de l'ordre désarmés, s'il permet de marquer spectaculairement sa colère, il se révèle contre-productif face au public. Raison pour laquelle on affine bientôt

le procédé, en optant pour des barages filtrants. Plus pédagogiques, ils permettent la distribution de tracts et de produits agricoles, manière d'informer et d'amadouer l'automobiliste freiné dans son élan, surtout un week-end de Pentecôte...

Après que la question algérienne et le retour du Général ont fait passer la question au second plan à la fin des années 1950, l'agitation paysanne reprend dès le début des années 1960, car la situation économique a changé. Alors qu'elle était jusque-là caractérisée par des fortes fluctuations sur les marchés, l'agriculture française entre dans une phase de surproduction structurelle. Les Bretons seront les premiers, en 1960, à s'en prendre aux infrastructures, voies ferrées, gares, wagons, mais aussi lignes téléphoniques, qui matérialisent à la fois leur dépendance face aux marchés internationaux et l'absence de soutien étatique.

S'interrogeant sur cette augmentation soudaine des violences, l'auteur pointe une concurrence entre organisations paysannes, l'arrivée d'une nouvelle génération moins déférente face au pouvoir, mais aussi la bataille des médias qui implique une mise en scène de l'exaspération paysanne dans une surenchère du spectaculaire. Il pointe surtout le fait qu'avec les nouveaux enjeux liés à la transformation accélérée de l'agriculture et l'industrialisation de l'élevage, ce n'est plus l'encadrement des prix par l'État qui est visé, mais un modèle économique et politique, celui de l'Europe agricole. Les nombreux petits exploitants que ce modèle laisse sur le carreau manifestent leur impuissance par une colère grandissante. Ces protestations incessantes débou-

chent au printemps 1976 sur la fusillade de Montredon où, lors d'une manifestation qui dégénère, deux personnes, un policier et un vigneron, sont tuées par balle. L'auteur insiste sur « l'effet de sidération » (p. 373) produit par cette fusillade, que la médiatisation des faits amplifie – la télévision est présente lors du drame. Dans les années suivantes, le recours à la violence diminue ; les actions protestataires ne disparaissent pas, mais elles reviennent à leur composante pacifiée de manifestation-pétitions et de défilés.

Le livre s'arrête un peu brutalement à l'orée des années 1980, laissant le lecteur ou la lectrice sur sa faim, mais le panorama qu'il offre invite à reconsidérer le rôle des paysan·ne·s dans l'histoire des mouvements sociaux.

ALAIN CLAVIEN

**Plateforme pour une agriculture socialement durable, *Travailleurs et travailleuses agricoles à la peine / Landarbeiter und Landarbeiterinnen in Not*, Genève, CETIM 2019, 80 pages**

En une trentaine de pages, deux historiens, Gilles Bourquin et Jan Chiarelli, présentent les données statistiques officielles concernant les ouvrières et ouvriers agricoles dans neuf cantons suisses, de 2000 à 2018 : nombre, origine, durée du travail, salaires (les données de la SUVA sont absentes). Des semaines de travail de plus de 50 heures payées 14 francs l'heure, la disparition des petites exploitations et l'endettement croissant des paysans, la concentration de la grande distribution, il y a là

quelques chiffres utiles pour conforter des impressions générales et argumenter en faveur d'une amélioration.

Les auteurs, tout comme leur préfacière Anne-Catherine Ménétrey-Savary, semblent toutefois découvrir ces faits, et ne cessent de s'exclamer : « il est inadmissible que cette situation perdure ! » « une réalité quotidienne qui s'aggrave ! » « les grandes enseignes contribuent largement à entretenir la situation précaire des salarié·e·s agricoles ! » « il est indispensable de développer des formes de solidarités ».

Oui, bien sûr. Mais quelles solidarités, avec qui ? Les personnes, femmes et hommes, sur lesquelles devraient porter cette brochure en sont les grandes absentes, car réduites à des histogrammes. Le travail saisonnier n'est jamais mentionné, ni évidemment celui des sans-papiers. Comment les statistiques ont-elles été obtenues, quelles sont les conditions concrètes de vie et de travail ? Sur les salaires, les patron·ne·s peuvent déduire 345 francs pour le logement, 645 francs pour les repas (p. 20) : quel logement, chambre, dortoir, paille ? quels repas, familiaux, surgelés, à micro-ondes ? Le travail aux champs ou à la vigne, dans les serres, dans les étables, dans le conditionnement a-t-il les mêmes horaires, les mêmes pauses ? Quelles protections sont-elles fournies contre les intempéries, le soleil, les pesticides ? Seules des rencontres sur le terrain peuvent donner des éléments de réponse. Ni la Plateforme ni les auteurs ne les ont jugées nécessaires. La peine qu'on a reste chose abstraite.

L'introduction recommande de rompre avec les discours « qui glorifient la paysannerie et oublient les paysans ». Mais la conclusion de cette

petite étude fait craindre leur retour : « Au-delà de ces chiffres, c'est la pérennité des valeurs suisses qui est en jeu. Cette Suisse de la terre et du terroir, qui a façonné la réputation helvétique à l'étranger depuis plus de deux siècles, se délite. » Est-ce pour défendre ces « valeurs suisses » qu'il faut développer des solidarités ?

MARIANNE ENCKELL

**Tobia Bernardi, « *Da Oriente viene la luce del sole.* » *Storia del Partito operaio e contadino ticinese (1944-1959)*, Bellinzone, Fondazione Piero e Marco Pellegrini – Guglielmo Canevascini, 2020, 274 pages**

Cet ouvrage de Tobia Bernardi, qui fait suite à un mémoire de master soutenu à l'Université de Fribourg, propose une histoire d'un petit parti communiste tessinois qui n'avait guère attiré l'attention jusque-là, faute de documentation, et sans doute aussi en raison de sa relative marginalité. L'histoire du communisme tessinois remonte aux années vingt du siècle dernier, avec l'apparition du Parti communiste tessinois. Elle est ensuite marquée en 1944 par l'émergence de ce Parti ouvrier et paysan tessinois (ci-après POCT), qui devient le Parti du travail en 1963, puis de nouveau le Parti communiste tessinois en 2007.

Le POCT n'a pas laissé d'archives organisationnelles, mais l'auteur a pu consulter celles de certains protagonistes de ce mouvement politique, comme Virgilio Gilardoni, et son fils Silvano. Malheureusement, les papiers du premier nommé portent surtout sur la période de l'entre-deux-guerres,



et ceux du second sur l'histoire plus récente au cours de laquelle il a été actif. Dès lors, en dehors de la presse, notamment *Il Lavoratore* qui était l'organe du parti, la documentation disponible est limitée et provient aussi paradoxalement des adversaires, les sources policières, le POCT ayant été étroitement surveillé dans la perspective anticommuniste d'un véritable maccarthysme helvétique.

L'ouvrage porte davantage sur l'organisation que sur la politique menée par le POCT. Il montre sa faiblesse numérique, mais aussi le fait que son intitulé de parti ouvrier et paysan relevait surtout de ses références et de ses liens affirmés avec l'Union soviétique, sans que cela corresponde à une implantation sociale ; ses membres, peu nombreux, étant avant tout des ouvriers. En outre, sa marginalité est alors renforcée, au cours des « terribles » années cinquante, par le stigmate anticommuniste qui ne lui laisse guère de possibilité de développement.

Introduite par un prologue qui rappelle ce qu'il en a été au Tessin, du point de vue des militant·e·s communistes, de la lutte antifasciste, de leurs relations avec les socialistes et de leur interdiction, l'étude de Tobia Bernardi, qui comble une véritable lacune, se développe en deux parties chronologiques montrant d'abord un certain essor de cette organisation dans l'immédiat après-guerre, puis, une fois la guerre froide entrée dans sa période la plus intense, une vie organisationnelle plus repliée sur elle-même et dédiée d'abord à la survie. L'auteur se réfère pour cela au concept politiste d'institutionnalisation qui consiste non plus seulement pour le parti à s'engager pour la réa-

lisation de ses objectifs politiques, mais d'abord à développer des activités culturelles et de formation pour raffermir l'identité du groupe.

L'émergence du POCT lui permet quand même dans un premier temps, de 1947 à 1951, d'être représenté au Grand Conseil tessinois par l'une de ses principales figures, Pietro Monetti. Elle est aussi caractérisée par le lancement, en 1947, d'une initiative cantonale pour la justice fiscale qui obtient un certain succès pour la récolte des signatures, avant d'être rejetée à 61 % l'année suivante. De même, en 1954, le POCT fait à nouveau aboutir une initiative cantonale pour une extension de l'AVS qui suscite un contre-projet finalement approuvé. Dans les deux cas, ces actions n'ont pas été soutenues par les autres courants du mouvement ouvrier.

Un épilogue et des annexes très utiles complètent cette étude fort bien menée. Des données sur les électeurs, les inscrit·e·s et les dirigeant·e·s sont proposées qui montrent bien la modestie des effectifs. L'absence de la parole de témoins pourrait être regrettée, mais la série de notices biographiques qui est fournie montre que tous ces protagonistes ont disparu depuis un certain temps.

« En simplifiant autant que possible la question, écrit l'auteur dans sa conclusion, on pourrait dire que l'attachement au monde soviétique a été pour le POCT à la fois la cause principale de sa faiblesse politique, au sens de sa capacité à agir sur la réalité environnante, et la raison principale de sa force organisationnelle, c'est-à-dire sa capacité de survivre dans un contexte particulièrement difficile. » (p. 232)

Bien entendu, cet attachement au monde soviétique n'a pas été dépourvu d'aveuglement, sans empêcher pour autant un certain pragmatisme. Mais ce livre, qui est aussi en même temps une histoire de l'anticommunisme au Tessin, permet une réflexion plus générale sur les raisons d'être de structures politiques auto-référencées dont l'influence reste limitée, mais dont les actions peuvent porter le cas échéant sur des questions sociales de première importance et d'une actualité constamment renouvelée.

CHARLES HEIMBERG

**Brigitte Studer, *La conquête d'un droit. Le suffrage féminin en Suisse (1848-1971)*, Neuchâtel, Éditions Livreo-Alphil, 2020, 157 pages**

Offrant une synthèse des connaissances historiques sur l'accès des femmes à la citoyenneté politique en Suisse, agrémentée d'extraits de discours et d'illustrations, cet ouvrage analyse de manière éclairante les conflits politiques autour du suffrage féminin.

Le titre donne d'emblée le ton. Nonante votations communales, cantonales et fédérales auront en effet été nécessaires pour que les femmes obtiennent le droit d'être élues et de voter; près de 150 ans d'attente si on inclut le demi-canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures contraint, en 1991, par le Tribunal fédéral à accepter le suffrage féminin au niveau cantonal.

Ce retard, qui fait de la Suisse, avec le Liechtenstein, une anomalie en Europe dans les années 1970, n'est pas dû à l'absence de débat. Dès 1849, des Fribourgeoises exigent des droits civiques en contrepartie du devoir

de payer des impôts. S'ensuivent au fil du temps, de nombreuses mobilisations féministes et interventions d'hommes politiques pour revendiquer l'égalité des droits inscrite dans la Constitution fédérale de 1848. Organisé·e·s à partir du tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les suffragistes vont déployer différentes stratégies (amendement de la Constitution fédérale, réformes législatives, suffrage intégral, partiel ou passif, etc.) et une multiplicité d'actions qui prennent tantôt la forme de pétitions, de campagnes d'affichage, de conférences publiques, de lobbyisme politique, d'ouvrages académiques, d'essais, ou de pamphlets, voire d'une grève (1959). Mais de nombreux obstacles vont parsemer cette longue marche vers l'égalité politique, dont la menace de référendum qui plane sur toute velléité de réforme, le jeu des partis politiques, la frilosité des autorités politiques, l'opposition des juges fédéraux aux demandes d'interprétation progressiste de l'article constitutionnel sur l'égalité ainsi que les ligues féministes anti-suffrage.

Durant le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement féministe, essentiellement syndical, centre ses revendications sur les conditions de vie et de travail. Dans les années 1890, le droit de vote fait pourtant partie des revendications de l'Union suisse des ouvrières. Une revendication reprise par le Parti socialiste suisse (PSS) au début du XX<sup>e</sup> siècle mais limitée aux commissions scolaires, conseils de paroisse ou comités de l'assistance (suffrage partiel).

Avec la création de l'Association suisse pour le suffrage féminin (ASSF) en 1909, la revendication du droit de vote intégral se diffuse dans la

population et dans le mouvement ouvrier. Ainsi, en 1912, le congrès du PSS adopte cette revendication. Si ce parti présente le droit de vote comme une question de justice, il le considère en réalité davantage comme «un outil de défense de droits sociaux et matériels, voire opératoire pour un changement de société» (p. 46), plutôt que comme un but en soi. La déclaration de guerre met un frein temporaire au débat. Dès les années 1917 et surtout en 1918, des initiatives socialistes réactivent les discussions. Et le droit de vote apparaît en seconde position dans la liste des neuf revendications du comité d'action d'Oltén, un fait à mettre en lien avec la forte participation des femmes à l'organisation de la Grève générale. À cette époque, les travailleuses représentent 20% des membres de l'Union syndicale suisse. Mais, en 1918, l'ASSF se distancie des revendications des grévistes et contribue de ce fait à ce que le suffrage féminin soit assimilé à une demande de gauche, ce qui n'est pas pour déplaire aux adversaires, tenaces, du vote des femmes qui commencent à s'organiser activement en ligues et associations dans tout le pays.

Les débats sur l'accès des femmes à la citoyenneté politique opposent une vision traditionnelle à une vision égalitaire de l'ordre de genre. Pour les tenant·e·s du statu quo, les domaines d'activité féminins sont le foyer, l'éducation ou encore les bonnes œuvres, la politique étant réservée aux hommes. Leurs arguments, répétés pendant des décennies, s'articulent autour de trois axes : «premièrement, l'antinomie entre la femme et la politique; deuxièmement, le risque de disruption de l'ordre familial par le suf-

frage féminin, autrement dit, la mise en cause de l'économie politique du couple basée sur la domination masculine; troisièmement, l'idée [...] que le suffrage n'est pas nécessaire, les femmes ayant d'autres moyens d'exercer leur influence.» (pp. 39-40). Notons que des partisan·e·s de l'égalité politique recourent parfois aux mêmes arguments, comme en témoignent plusieurs affiches.

L'ouvrage de Brigitte Studer rappelle que l'histoire du suffrage féminin est une histoire de rapports de force. C'est celle du pouvoir des hommes, dont de nombreux politiciens et magistrats, de «déclarer universelle leur propre catégorie et de naturaliser le rapport socialement construit entre hommes et femmes. C'est aussi une histoire de violence : structurelle, par le déni d'un droit; symbolique, par l'exclusion d'un espace; verbale, par une rhétorique de mépris, sinon de haine.» (p. 154).

Une lecture conseillée en cette année de commémoration du suffrage féminin.

MAGDALENA ROSENDE

**Daniel Reymond, Vevey 1860-1914. Une belle époque ?,**  
Yverdon-les-Bains, Éditions de la Thièle, 2019, 191 pages

En apprenant qu'un livre allait être publié sur la vie de Vevey au tournant du XX<sup>e</sup> siècle – me montrant assez chauvin lorsqu'il s'agit de ma ville –, je l'ai immédiatement commandé pour l'ajouter à tous les documents déjà consultés sur ce thème et entassés dans ma bibliothèque. J'ai lu *Vevey 1860-1914, La belle époque*. Je n'ai pas

repéré que l'auteur, Daniel Reymond, avait ajouté un point d'interrogation à son titre.

Si l'énergie entrepreneuriale de cette époque est décrite avec enthousiasme, si ceux qui installent le gaz, l'électricité, la distribution de l'eau sous pression sont bien mis en évidence, si le fait que Vevey est considérée à cette époque comme la deuxième ville du canton est souligné avec forces statistiques, si son cadre géographique privilégié et son climat expliquent la construction de nombreux hôtels de grand confort vingt ans avant Montreux, l'auteur consacre de nombreuses pages à la misère ouvrière qui caractérise cette belle époque. Et cela est assez rare pour être souligné.

Dans sa préface, Françoise Lambert, directrice du Musée historique de Vevey, son ancienne étudiante, ne s'étonne pas de retrouver Daniel Reymond avec ses convictions humanistes, sa révolte contre les injustices sociales, son intérêt pour les mouvements populaires, notamment les révolutions. S'il n'y a pas eu de révolution à Vevey au tournant du siècle, les grèves et les manifestations très nombreuses et brutales n'ont pas manqué. L'auteur s'attarde sur le temps de travail, sur les salaires de misère, sur les conditions d'habitat et d'hygiène déplorables des ouvriers et des ouvrières qui ont réalisé cette formidable expansion de l'économie veveysanne et régionale.

Pour établir cette large fresque sur ce tout petit territoire, l'auteur a l'humilité de citer ses sources en reprenant les chiffres et les commentaires des témoins, des acteurs et actrices, enfin des historiennes et historiens auxquels il se réfère. Il note

leurs noms et copie leurs textes présentés en italique. Cela m'a donné le plaisir supplémentaire de rencontrer de nombreux amis. Il faut dire notre reconnaissance à un historien qui sait, à côté des faits historiques, des succès industriels et des réalisations spectaculaires, décrire avec force les conditions de travail et d'habitat de la classe laborieuse, celle qui a souffert pour réaliser de grandes choses.

Ce livre est d'une facture remarquable, rempli de photos plus originales les unes que les autres. Il mérite un large coup de chapeau.

PIERRE AGUET

Paru dans *L'Événement syndical*,  
9.12.2019

**Elio Canevascini, *Con i partigiani in Montenegro, ricordi di una missione della Centrale sanitaria svizzera (1944-1945)*, éd. par Danilo Baratti, Patrizia Candolfi et Renato Simoni, Bellinzzone, FPC, 2020, 86 pages (disponible en ligne sur le site de la Fondazione Pellegrini Canevascini)**

**Paul Parin, *Es ist Krieg und wir gehen hin: Bei den jugoslawischen Partisanen*, Vienne, Mandelbaum Verlag, 2020, 279 pages (1<sup>re</sup> éd. 1991)**

À mi-chemin entre l'Espagne et le Rojava, un pays aujourd'hui démembré a lui aussi connu une période révolutionnaire : la Yougoslavie des partisans, entre 1941 et 1945.

En automne 1944, une mission médicale s'y rend pour la Centrale sanitaire suisse ; Pierre Jeanneret lui a consacré un important chapitre de son ouvrage sur la Centrale sanitaire



suisse (CSS) (Éditions d'en bas, 2013 ; voir le compte rendu de Sébastien Farré dans nos *Cahiers* 30, 2014) ; un film avait été tourné quelques années auparavant (*Missions chez Tito*, Daniel Künzi, Genève, 2006).

L'équipe médicale y fait de la chirurgie de guerre, mais participe aussi à la brève utopie qu'essaient de construire les partisan·e·s : organisation des milices sans hiérarchie, (sur)vie sans argent, émancipation des femmes, non-discrimination des nationalités et des religions, projet « communiste ». Cette expérience a lieu dans des conditions de grande pénurie (parfois il n'y a que de l'ersatz de cacao pour se nourrir). Mais à peine la victoire est-elle assurée que la bureaucratie s'installe... même avec l'autogestion ultérieure.

Paul et Goldy Parin-Matthey, de retour en Suisse, se forment comme psychanalystes, pour comprendre ce qui est arrivé, rêvant d'éviter que cela se reproduise. Les deux sont plus libertaires qu'autre chose, elle surtout qui a partagé l'enthousiasme anarchiste en Espagne, mais croient toujours à une utopie possible. Paul et Goldy Parin-Matthey ont aussi été, avec leur collègue Fritz Morgenthaler, aux sources de l'ethnopsychiatrie (*Les Blancs pensent trop, entretiens avec des Dogons*, Payot, 1976).

En 1991, Parin (1916-2009) publie un ouvrage mêlant souvenirs et espoirs, critiques des régimes successifs, désolation de ce que sont devenus le projet et le pays. Son livre vient d'être réédité, avec des introductions et des annexes, de même que le témoignage resté inédit d'un autre participant à la mission, Elio Canevascini (1913-2009), auquel Renato Simoni avait rendu hommage

dans nos *Cahiers* 26, 2010. Ce dernier avait aussi été volontaire en Espagne ; de retour, il termine ses études de médecine et travaille à Zurich, où il fréquente un petit groupe de médecins antifascistes. Lui aussi a rédigé ses souvenirs sur le tard ; c'est un texte bref, racontant presque au jour le jour les mois passés au Montenegro comme seul médecin, et la désillusion qui a suivi. Simoni et ses collègues l'ont édité avec de nombreuses pièces annexes et une série de photos.

L'ouvrage des Parin (c'est Paul qui rédige, mais en dialogue constant avec Goldy) est plus élaboré, accompagnant le récit des travaux et des jours de réflexions ultérieures. C'est une période peu documentée en langue française, contrairement à la guerre et à la révolution en Espagne ; elle est souvent oubliée ou mal interprétée après l'enthousiasme des années 1970 pour l'expérience autogestionnaire yougoslave, et plus encore après le terrible retour des nationalismes et des guerres, dès après la chute du Mur.

Aujourd'hui, il est sans doute difficile de reconstituer la réalité de la lutte des partisan·e·s où Paul et Goldy Parin-Matthey se sont engagé·e·s. « Pouvoir enfin participer à une guerre contre ceux qui voulaient transformer le monde en barbarie, pouvoir aider un peuple qui lutte pour l'indépendance ! » s'exclame Canevascini, retrouvant l'enthousiasme qui a précédé le départ. Et Paul Parin a constaté, dans l'hôpital de l'île de Badija, que « le socialisme est possible. Certes, l'ennemi était à l'écart, nous avions la chance d'être dans une zone libérée sans risquer d'être attaqués. Il s'est développé là le genre de vie sociale dont nous avions



toujours rêvé. Les gens y étaient à la fois très solidaires et très autonomes, en action et en pensée. C'était une économie sans argent. Ce qu'il y avait en vivres et en tabac était partagé, et pendant tous ces mois nous n'avons pas entendu un seul cas d'injustice ou de plainte.»

S'ils ont suivi avec amertume l'évolution du pays, Elio Canevascini et les Parin sont resté·e·s engagé·e·s jusqu'aux derniers jours de leur vie, militant pour un socialisme fraternel.

MARIANNE ENCKELL

**Renato Simoni, Walter Katz.**  
***Aviador al servicio de la República (1936-1938)***, Tarragone,  
Universitat i Virgili, 2020, 150 pages

Publiée dans la collection «Estudis sobre conflictes socials» de l'Université Rovira i Virgili de Tarragone, qui propose en libre accès une série d'études sur l'histoire contemporaine en catalan et en castillan (<http://llibres.urv.cat/index.php/purv/catalog/series/cecos>), cette étude nous fait découvrir la biographie d'un aviateur allemand, mort au combat au service de la République, en novembre 1938, dans le secteur de la rivière Segre (Lleida) en Catalogne.

Originaire d'Offenbach am Main (Hesse, Allemagne), Walter Katz s'engage dès les premières semaines de la guerre d'Espagne dans l'aviation républicaine. Avant 1936, son parcours est exemplaire de celui d'un jeune homme issu d'un milieu aisé et cosmopolite. Né peu avant le début de la Première Guerre mondiale (1913), il fait partie d'une famille bourgeoise, juive et progressiste. L'ap-

pui de sa famille – son père est avocat –, lui permet d'entreprendre des études en droit à Freiburg (1931), mais aussi de découvrir le continent par de nombreux voyages (Italie, Suisse, Angleterre). Il poursuit ses études à l'Institut des hautes études internationales à Genève, puis à Munich. Passionné de sport, il pratique le ski, l'alpinisme et le handball. Son parcours heureux et privilégié est brusquement mis en cause par l'avènement de l'Allemagne nationale-socialiste. Ce contexte l'amène à quitter l'Allemagne et à découvrir l'Espagne où il suit les cours d'été de l'Université de Santander en 1933. Durant ce séjour, il rencontre le prof. Harold Laski, ainsi que le prof. Luis Rescaséns, républicain libéral. Ce dernier joue un rôle important dans son choix de s'établir à Madrid, où il obtient sa licence et son doctorat en droit. Sportif, intégré dans des cercles sociaux privilégiés, polyglotte et cosmopolite, on le destine à une carrière diplomatique. Cependant, l'ascension de Katz est stoppée par le début de la guerre d'Espagne. Il décide de s'engager dans l'aviation républicaine dès le mois de septembre 1936. Le jeune allemand, naturalisé espagnol, participe au développement de l'armée de l'air et aux importantes batailles de Brunete et de Belchite. Lieutenant, il intègre au printemps 1938 une unité de vol nocturne, qui était notamment destinée à lutter contre les bombardements de Barcelone.

L'un des intérêts de cette étude est de nous faire découvrir un volontaire allemand, dont le profil diffère de celui du militant antifasciste ou des soldats soviétiques engagés dans l'aviation républicaine. Ce récit bio-

graphique met en lumière la variété des profils des combattants contre le soulèvement des généraux rebelles, et l'impact de la montée du national-socialisme dans le parcours des familles juives allemandes. Fils d'un avocat, étudiant brillant, il vit durant plusieurs années une vie sociale consacrée aux études dans les meilleures universités. À ce moment, rien ne pouvait laisser entrevoir sa destinée de pilote aux commandes d'un avion soviétique Polikarpov I-15 («chato») ou l'engagement de son frère Willi (Wilhelm) au sein de la Brigade Leclerc durant la Deuxième Guerre mondiale.

Accompagnée par un riche appareil critique, cette recherche permet de réinscrire la lutte antifasciste à l'échelle d'un parcours individuel. La mise en lumière de la trajectoire tragique d'un jeune bourgeois, docteur en droit, et héros de la République, constitue le principal intérêt de cet ouvrage. La partie sur sa période «militaire» est malheureusement moins documentée. Elle est peu significative pour dévoiler l'expérience de Katz au service de la République et son regard sur l'intervention soviétique, qui a été décisive dans le domaine de l'aviation. Son parcours aurait probablement mérité d'être confronté avec la littérature secondaire très riche, mais souvent trop technique, de l'histoire de l'aviation durant la guerre civile.

SÉBASTIEN FARRÉ

**Pierre Jeanneret, Enseignant, historien et voyageur. Un parcours de vie**, Vevey, Éditions de l'Aire, juillet 2020, 244 pages

Cette autobiographie retrace le parcours de vie «d'un homme ordinaire», selon l'auteur, posant dès les premières pages la question du public visé. C'est que sa focale oscille entre des souvenirs très personnels et des considérations plus larges sur la vie d'un jeune homme de bonne famille, bachelier puis étudiant à Lausanne nommé rapidement professeur de gymnase dans cette même ville.

Ceux qui connaissent l'auteur apprécieront les premiers, ses origines familiales, ses poèmes de jeunesse ou ses préférences automobiles en passant par ses palmarès de films, ses pratiques sportives et les souvenirs de ses nombreux voyages touristiques; ils seront confortés sans doute par l'autoportrait psychologique partiel qui ressort de ces pages d'un homme sérieux, gros travailleur, à la fois curieux du monde et conformiste dans ses goûts.

Les autres préféreront les secondes. On y découvre l'étroitesse d'une petite ville, le poids d'un certain protestantisme, les effets de l'école non mixte, quelques maîtres éveilleurs au Gymnase, la médiocrité ennuyeuse et satisfaite d'une université de province, l'impact à distance de la guerre d'Algérie et de l'antifranquisme sur une partie de la jeunesse étudiante... Il y avait là le matériel pour construire un témoignage à l'image du beau livre de Jean-Pierre Le Goff, *La France d'hier. Récit d'un monde adolescent, des années 50 à Mai 68* paru en 2018. Mais tel n'était visiblement pas le projet.

L'auteur raconte ce qui lui est arrivé, sans jamais monter en généralité, ce qui dessert son propos.

Nos lecteurs et lectrices s'attacheront peut-être aux pages évoquant les débuts de l'Association pour l'histoire du mouvement ouvrier, dont Pierre Jeanneret a été longtemps président, et à celles qui recensent les travaux nombreux d'un chercheur attaché à l'histoire du mouvement ouvrier. L'auteur s'arrête un peu plus longuement, à raison, sur le projet original de témoignages filmés qu'il a réalisé dans le cadre de sa recherche sur le POP vaudois. Ces précieux témoignages sont conservés aux Archives de la Ville de Lausanne, disponibles en ligne. Même s'il a parfois bénéficié de subsides du Fonds national de la recherche scientifique, ce gros travail de chercheur, à côté de son métier d'enseignant, s'est révélé épuisant, l'auteur le souligne. La retraite n'a pourtant pas étanché son goût de transmettre et d'écrire : *Gauchebo* continue de bénéficier régulièrement de ses nombreux comptes rendus de livres et de manifestations culturelles.

ALAIN CLAVIEN

**Donald Reid, *L'affaire Lip 1968-1981*,  
préface de Patrick Fridenson,  
traduction Hélène Chuquet,  
Rennes, Presses universitaires  
de Rennes, 2020, 537 pages**

On se souvient de ce slogan-choc : « C'est possible : on fabrique, on vend, on se paie ». Déployée sur les murs d'une école à Besançon, l'affiche symbolisait ce qui est connu aujourd'hui comme le plus long conflit social en

France. D'avril 1973 à mars 1981, l'entreprise Lip, fondée en 1867, un des plus importants fabricants d'horlogerie de France avec 1220 personnes dont la moitié de femmes, est sous le coup de la menace d'une vague de licenciements massifs. Détenue pour près de la moitié des actions par l'entreprise suisse Ébauches SA, Lip se retrouve au centre de l'attention des médias et du monde politique. La raison ? La décision du personnel de refuser le diktat de la direction de l'entreprise et de poursuivre ses activités en s'emparant des leviers de commande et en assumant toutes les tâches de gestion : de la fabrication à la commercialisation des montres en passant par la rémunération du personnel. Emmené par un syndicaliste résolu, Charles Piaget, dont le nom est proposé sans succès à une candidature à l'élection présidentielle de 1974, le personnel se lance dans diverses opérations auxquelles le monde politique, économique et syndical français puis européen s'intéresse, tout d'abord avec scepticisme et étonnement mais, à mesure que le mouvement prend de l'ampleur, avec enthousiasme et pour certain·e·s avec un terrible effroi. Pour beaucoup, l'autogestion – même si le terme est peu employé durant le conflit – est en effet présentée comme une alternative crédible au capitalisme exploiteur et ce qui se passe chez Lip en serait une vibrante démonstration. L'usine de Palente devient pour beaucoup le centre de l'attention et des espoirs les plus fous et, pour d'autres, des menaces les plus graves. L'affaire prend en effet des dimensions qui en viennent à secouer les bases du système industriel, car les rebondissements

sont nombreux : de la séquestration des administrateurs provisoires à la mise à l'abri des stocks de montres – que la police, malgré tous ses efforts, ne parvient à localiser qu'en partie –, les soutiens ne cessent d'affluer, des comités sont organisés dans toute la France, une marche réunissant 100 000 personnes défile à Besançon, l'ouverture de l'usine au public ou encore la vente par le personnel des montres – 70 000 en août 1973 – rencontrent beaucoup de succès avant que d'autres événements en viennent à doucher les espoirs : intervention de l'État français, nomination de directeurs, création pendant quelque temps d'une coopérative, le « soufflé » retombant inexorablement avec toutes les désillusions et les rancœurs que le départ de l'usine de Palente entraîne.

Un coup d'œil à la bibliographie aurait pu dissuader plus d'un ou une historienne à remettre l'ouvrage sur le métier : livres, articles, thèses, mémoires, bandes dessinées et films se comptent en effet par dizaines et se sont succédé depuis le début du conflit à un rythme soutenu pour montrer toute l'ampleur, mais aussi la complexité et les conséquences de ce qu'on a appelé une « affaire ». Et visiblement, l'intérêt ne faiblit pas. Preuve en est la récente parution de l'ouvrage d'un chercheur allemand, Jens Beckmann, *Selbstverwaltung zwischen Management und « Communauté ». Arbeitskampf und Unternehmensentwicklung bei Lip in Besançon 1973-1987*, Bielefeld, transcript Verlag, 2019 ; sans compter l'étude que Jean-Claude Daumas consacre maintenant à l'histoire de l'entreprise Lip. En toute légitimité, on peut se demander quelle mouche a pu piquer

un professeur d'histoire contemporaine de l'Université de Caroline du Nord de poursuivre la quête d'une histoire que l'on pensait définitivement établie. Certes, Donald Reid est très à l'aise avec l'histoire contemporaine de la France dont il s'est fait une spécialité. Il ne s'aventurerait donc pas en terrain inconnu : des mineurs de Decazeville aux égoutiers de Paris en passant par les politiques de mémoires dans la résistance française, il a montré une grande originalité dans le traitement des questions sociales et culturelles. Mais que pouvait-il encore apporter à l'histoire de Lip ? Son étude présente plusieurs singularités et renouvelle, sur certains points, nos connaissances.

En repartant non pas du déclenchement du conflit proprement dit en avril 1973 mais en mai 1968, Reid montre la force de ce mouvement qui entraîne, chez Lip comme dans beaucoup d'autres entreprises en France, l'occupation de l'usine et la « libération de la parole ». De nombreuses expériences collectives furent réalisées durant ces mois d'intenses agitations. La volonté des dirigeants syndicaux de la CFDT-Lip et de la CGT-Lip d'aborder l'avenir de l'entreprise et le monde économique sous une autre perspective ne disparaît pas une fois les ébranlements de l'été 68 dissipés. C'est un stock d'expériences qu'on ressortira dès 1973. Les premiers frottements entre les syndicats sont aussi perceptibles et deviendront patents par la suite. En ce sens, le mouvement chez Lip est directement issu de Mai 68 et ne naît pas spontanément sous le coup d'événements fortuits.

S'il y a donc un « avant-Lip », il y a bien sûr le mouvement lui-même



auquel Reid consacre l'essentiel de son ouvrage. Suivant une approche chronologique, il en analyse minutieusement toutes les facettes sur la base d'une impressionnante documentation puisée à de multiples sources : témoignages oraux, mémoires, documents privés, archives – syndicales, politiques, administratives, économiques – presse, interviews qui assoient l'ouvrage sur un socle très solide où tous les acteurs et actrices de l'affaire, de près ou de loin, sont convoqués. Des figures ont joué des rôles centraux : Charles Piaget on l'a dit. Mais pas seulement. Des militantes et militants de syndicats aux simples ouvrières et ouvriers salariés, du président de la République aux ministres, préfets et autres hauts fonctionnaires, des différents membres de la direction aux cadres de l'entreprise, des intellectuel·le·s de renom aux journalistes, Reid passe aux rayons X l'évolution de leurs sentiments tout au long du conflit, leurs décisions, leurs convictions, leurs hésitations, leurs renoncements, leurs alliances, leurs désunions, leurs influences. Beaucoup d'hommes bien sûr, mais aussi de nombreuses femmes – elles forment la moitié du personnel tout en étant les moins payées – qui ont très activement participé à l'affaire. Fatima Demougeot, Monique Piton et beaucoup d'autres ont donné des impulsions décisives au mouvement.

Ce qui est le plus passionnant avec l'étude de Reid, c'est l'extrême attention vouée au travail quotidien des ouvriers et ouvrières dans leurs revendications au sein des ateliers : les assemblées générales où les prises de parole sont constantes, les comités d'action, les prises de décisions, la rédaction de tracts, les contacts avec

la presse, la diffusion de l'information côtoient l'organisation du travail proprement dite afin d'assurer la pérennisation de la production : rotation des équipes, distribution du travail, vente des montres, paiement des salaires, relations avec les autorités politiques – nationales et locales. Nous entrons dans un véritable laboratoire social où les stratégies sont (re)discutées indéfiniment en fonction de l'évolution de la situation. Que faut-il faire ? Comment (ré)agir ? Qui écouter ? Pourquoi ne pas abandonner ? Comment poursuivre le mouvement ? Reid éclaire tous ces développements dans leur contexte immédiat et leur richesse. Beaucoup de tensions se font jour au sein du personnel, parmi les militantes et les militants syndicaux, dans les familles et le public. Cette véritable « archéologie de l'autogestion » n'est possible que parce que Reid n'a pas hésité à mobiliser toutes les sources qu'il avait à disposition, sans restriction mais sans voyeurisme.

Plusieurs autres points très intéressants ressortent de l'analyse. Comme Patrick Fridenson l'écrit dans sa préface, l'étude de Donald Reid montre « la place des chrétiens dans les transformations sociales ». Le numéro 36 des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* s'est intéressé à cet aspect. Avec l'affaire Lip, elle se donne à voir dans des dimensions inédites. En ce sens, la formation de Charles Piaget qui passe par l'Action catholique ouvrière, ou de l'un de ses proches Jean Raguénès, prêtre dominicain et ouvrier spécialisé chez Lip, de Noëlle Dartevelle, militante de la CGT et issue de la Jeunesse agricole chrétienne ou encore du directeur « de gauche » nommé par le



«grand patron» Antoine Riboud, Claude Neuschwander, militant très actif à la Jeunesse étudiante chrétienne et d'autres, hommes et femmes, a contribué à développer l'idée d'un humanisme économique capable de surmonter les inégalités et les souffrances imposées par les contraintes et les rigueurs de l'entreprise capitaliste.

Autre point : le positionnement des «gauches» et des «nouvelles gauches» dans le conflit. L'analyse serrée de Reid met en évidence leurs interférences et interactions. Entre marxistes, maoïstes, chrétiens de gauche, gaullistes de gauche, socialistes, communistes, anarchistes, les débats sont intenses et souvent tendus, alimentés par des réflexions non seulement sur l'affaire Lip, mais aussi sur le sens du capitalisme et son évolution. La direction autogestionnaire prise par Charles Piaget et la CFDT-Lip – qui s'oppose parfois à la CFDT – alimente des critiques des mouvements politiques et autres syndicats qui voient mal autant son bien-fondé que son efficacité.

L'affaire Lip nous en dit beaucoup sur les espoirs, les craintes et les désillusions d'un personnel confronté à des décisions lourdes de conséquences sociales (renvoi, fermeture, etc.), mais aussi sur tous les commentaires – pour ou contre – qui rendaient compte jour après jour des épisodes Lip. C'est aussi dire que l'histoire de cet événement dépasse le cadre local dans lequel il est intervenu pour renvoyer à des enjeux plus généraux. L'écho est bien sûr français mais aussi européen et même mondial. La dimension conjoncturelle souligne les profonds bouleversements qui traversent les sociétés

industrielles dans les années 1970. Si les leaders de la CFDT, Charles Piaget et Roland Vittot, déclarent en 1973 que la lutte chez Lip peut être considérée comme «le dernier conflit des Trente Glorieuses», ils font référence à cette importante transition qui s'opère pour un mode de production à bout de souffle et qui se traduit par le passage d'une croissance vertigineuse à une récession qui voit le chômage – contre lequel les travailleuses et travailleurs de Lip veulent justement lutter avec de nouvelles armes – s'inscrire comme une donnée implacable. Plus largement, il s'agit aussi d'entendre les premiers bruissements du cadre idéologique qui, sous couvert de modernisation de la société, tend dorénavant à marquer les relations industrielles : l'émergence de nouvelles visions managériales qui laissent apparaître les ferments mondialistes et néolibéraux qui marqueront si fortement les années 1980 et suivantes.

L'ouvrage de Reid est ainsi une formidable plongée dans un moment de rupture de nos sociétés et de notre histoire. La Suisse n'est pas épargnée par l'affaire Lip. Nous nous permettons de renvoyer à nos deux contributions : «La voix de Lip en Suisse (1974-1975). Quand les doux rêveurs francs-comtois rencontrent les vilains horlogers suisses» in *Annales de Bourgogne*, 92/1, janvier-mars 2020, pp. 135-146 et «L'affaire Lip en Suisse romande (1973-1976). Une histoire transfrontalière à reconstruire» in Jean-Claude Barrière, Régis Boulat, Alain Chatriot, Pierre Lamard et Jean-Michel Minovez (dir.), *Les trames de l'histoire : entreprises, territoires, consommations, institutions. Mélanges en l'honneur de Jean-Claude Daumas*,

Besançon, Presses de l'Université de Franche-Comté, 2017, pp. 235-242. Des recherches seraient nécessaires pour mieux comprendre notamment la stratégie d'Ébauches SA dans le déclenchement du mouvement. Reid donne quelques informations dans le premier chapitre sans s'y attarder. Mais cela est une autre histoire. Contentons-nous déjà d'apprécier ce livre dont les 537 pages ne devraient décourager personne.

LAURENT TISSOT

**Maël Dif-Pradalier, Angelika Lepori, Agnese Strozzeaga, *Qui erano tutti ferrovieri. Lo sciopero dell'Officina FFS di Bellinzona nel 2008. Studio sul vissuto e sulle percezioni dei protagonisti*, Bellinzona, Casagrande, 2019, 134 pages**

Ce livre est issu d'une étude réalisée par deux chercheuses et un chercheur de la Haute école spécialisée de la Suisse italienne (SUPSI) de Lugano sur mandat de l'association *Giù le mani dall'Officina* et des syndicats SEV et Unia. Il revient sur la longue grève de 33 jours qui s'est déroulée dans l'*Officina* – l'atelier ferroviaire situé à Bellinzona (Tessin) et appartenant aux Chemins de fers fédéraux (CFF) – dans le but de comprendre sa portée et de proposer une réflexion sur son héritage. La méthodologie déployée est très rigoureuse et repose principalement sur un large corpus de 53 entretiens semi-directifs réalisés avec les principaux acteurs et actrices impliqués : les ouvriers et les membres de leurs familles, mais aussi des représentant·e·s du monde syndical, politique et citoyen.

Il faut cependant relever que de nombreuses personnes ont refusé de prendre part aux entretiens. Cet aspect révèle autant les difficultés rencontrées par l'équipe de recherche dans la réalisation de son étude que la persistance des clivages dix ans après la grève. Une présentation de la littérature produite sur celle-ci n'est malheureusement pas proposée. C'est regrettable parce qu'elle aurait pu montrer la plus-value apportée par l'ouvrage sur le plan scientifique. Les chapitres s'articulent autour de trois périodes : l'avant, le pendant et l'après grève. Ce choix permet de fournir progressivement toutes les clefs indispensables à l'analyse du conflit.

L'avant est celui d'une entreprise industrielle ancienne, fondée en 1874, qui a joué pendant longtemps un rôle central dans le développement économique du Tessin, un canton de montagne pauvre jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. L'*Officina* connaît plusieurs décennies de stabilité, au point de devenir un peu vétuste d'après certains ouvriers, jusqu'à la série de restructurations que connaissent les CFF dès les années 1990. L'organisation du travail évolue du fordisme au post-fordisme, mais dans un contexte de transformations importantes au niveau de la structure de l'entreprise, à l'image d'autres ex-régies fédérales comme les PTT (scindés en Poste et Swisscom). Les conditions de travail subissent une intensification, une hausse des heures supplémentaires et un allongement du temps de travail effectif. Tous ces éléments constituent la toile de fond de la grève.

Le boom économique d'après-guerre a bouleversé le contexte so-

cial qui entoure l'*Officina*. Celle-ci apparaît, au moment de la grève, comme une sorte de vieux monde industriel placé sous tension par les nouvelles réalités. La main-d'œuvre est presque entièrement masculine et relativement âgée, dont un tiers avec au moins 20 ans d'ancienneté. Des formes organisées de résistance ouvrière se manifestent au cours des années 2000 : au sein de l'entreprise, avec la formation d'une section syndicale, et au-delà, avec la création de l'association *Giù le mani dall'Officina*. L'instabilité touche également la direction de l'*Officina* et cela se reflète dans les départs successifs de plusieurs cadres. Les tensions connaissent une escalade soudaine lorsque la direction des CFF annonce au Conseil d'État du canton du Tessin et à la députation tessinoise aux Chambres fédérales une restructuration d'ampleur, sans donner de détails et sans laisser une marge de manœuvre à la négociation. La crise prend donc une dimension institutionnelle comme le révèlent aussi les manifestations communes, entre ouvriers, représentant·e·s politiques et citoyen·ne·s, toujours très suivies : d'abord à Berne devant le Palais fédéral, puis à Bellinzone.

La grève éclate le 7 mars 2008 lorsque Nicolas Perrin, directeur de CFF Cargo, annonce la suppression de 126 emplois. Le mouvement est dirigé par un comité de grève composé par sept ouvriers (seuls à bénéficier du droit de vote) et neufs représentants d'institutions politiques, syndicales et scientifiques, dont une seule femme. Toutes les décisions sont prises par les ouvriers réunis en assemblée générale. Le comité de grève lance une initiative populaire

visant à bloquer le terrain du site industriel contre toute spéculation immobilière et à faire de celui-ci un pôle technique-industriel sous contrôle public. Un accord est signé après de longues négociations marquées par plusieurs manifestations populaires, l'intervention du conseiller fédéral Moritz Leuenberger et la nomination d'un médiateur. L'ouvrage ne livre malheureusement pas de détails sur la manière dont les parties ont cherché à agir sur le rapport de force. On s'interroge par exemple sur l'existence ou non de tentatives d'élargir les luttes à d'autres entités des CFF.

Le conflit ne s'arrête pas avec la signature de l'accord et il perdure du moins jusqu'à l'échec de l'initiative populaire lancée par les grévistes et rejetée dans les urnes le 19 mai 2019. Cette période est décisive pour saisir la portée de la grève, mais aussi ses limites. Le rapport de force évolue progressivement à l'avantage des CFF. Une table ronde est instituée pour discuter l'avenir du site industriel, mais elle s'enlise. Les ouvriers estiment que les CFF ne se prêtent pas au jeu et minent l'organisation du travail. En parallèle, les emplois intérimaires augmentent considérablement au détriment des emplois stables. Les options envisagées pour la relance des activités productives restent lettre morte. De nombreux ouvriers estiment que le « déclin programmé » de l'*Officina* est devenu la source de leur mal-être. Seules les femmes des grévistes ressentent le besoin d'effectuer une élaboration collective de leur implication pratique et émotionnelle dans la lutte. Elles fondent le projet *Officina Donna* autour de la création d'une pièce de théâtre.

Les récits révèlent les sentiments contradictoires générés par la lutte, mais aussi le rôle et l'initiative des femmes dans une grève conduite par des hommes. Le chapitre traitant de cette question aurait pu cependant thématiser davantage la manière dont le projet *Officina Donna* s'inscrit dans le mouvement d'émancipation des femmes.

Le livre de Maël Dif-Pradalier, Angelica Lepori et Agnese Strozze ne laissera pas indifférents les chercheurs et chercheuses intéressés à l'histoire sociale ou à la sociologie des mouvements sociaux en Suisse. En donnant la voix aux acteurs et actrices impliquées dans le conflit concernant l'avenir de l'*Officina*, l'ouvrage thématise autant le sens que peut avoir encore la grève comme moyen d'action que l'importance d'adopter les bonnes stratégies dans les luttes syndicales. Il aborde de manière très pertinente des sujets encore controversés : l'échec de la construction d'une orientation syndicale plus radicale contre les pratiques dominantes du «partenariat social», la difficulté à assurer une relève et une continuité lorsqu'une grève est menée par des «anciens», et l'éloignement progressif du comité de grève de la base ouvrière lorsque les négociations se déploient sur plusieurs années. Dans la conclusion, l'interrogation porte sur certains choix stratégiques tels que la volonté de créer un pôle technique-industriel sous contrôle public plutôt que de rechercher une voie autogestionnaire inspirée par l'expérience de Lip en France.

Bien que les analyses évoquées soient toutes intéressantes et précieuses pour saisir la portée de la grève, elles auraient parfois mérité

d'être approfondies. On a l'impression par moments que le livre est sorti plus tôt qu'il n'aurait dû et que les auteur et autrices ne disposaient pas encore de tout le recul nécessaire. Ainsi, les véritables raisons du conflit social et les clivages provoqués par la grève à l'*Officina* ne sont pas entièrement clarifiées par ce livre. La dimension institutionnelle de la crise est par exemple évoquée en filigrane sans être développée en tant que telle. Cet aspect me paraît pourtant central pour saisir la spécificité de la grève, et donc de ses limites et son isolement par rapport aux autres régions de la Suisse, l'échec du comité de grève dans ses efforts à «politiser les questions locales dans la tentative de tracer et construire collectivement une voie autonome» (p. 118) et la défaite que les ouvriers connaîtront dix ans après avec le rejet de leur initiative populaire.

NICOLA CIANFERONI

**Laurent Jeanpierre, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte, 2019, 190 pages**

Présenté par son auteur comme un livre d'hypothèses, se proposant, plutôt que d'éclairer le mouvement des gilets jaunes, de se «laisser ébranler par lui» et de considérer que par son caractère imprévu et singulier il fait écho à un ensemble d'expériences, de protestations et de projets souvent ancrés dans «le local», qui témoignent d'une autre manière de porter les luttes.

Analysant les nouveautés de cette mobilisation, l'auteur constate qu'elle



a rapidement été disqualifiée, souvent traitée d'émeutière et violente par les institutionnel·le·s de la politique, voire par une partie de la gauche. Pourtant, il s'est avéré que les nombreux portraits de manifestant·e·s publiés dans les journaux ou les comptes rendus de comparution immédiate dans les tribunaux ont montré que la majorité de ces personnes n'avaient jamais été socialisées à la violence en manifestation, ni même à une pratique politique.

La composition sociologique du mouvement rend visible les soucis quotidiens et la paupérisation de «familles modestes», ces innombrables personnes qui restent totalement bloquées, ainsi que leurs enfants, dans leurs perspectives de vie : elles restent «des entravées». Les classes populaires, les chômeurs et chômeuses, de nombreuses femmes, certaines élevant seules leurs enfants, ainsi que les personnes handicapées et retraitées y sont surreprésentés. Des questionnaires ont indiqué que les personnes mobilisées avaient des revenus inférieurs à 1600 euros mensuels et souvent à peine supérieurs au SMIC.

L'indifférence des gilets jaunes aux clivages entre droite et gauche et la coexistence pacifique, par la suite devenue conflictuelle, avec des individus proches de la droite ou de l'extrême droite et d'autres se situant à gauche ou à l'extrême gauche, a passablement interpellé. C'est une des singularités de ce mouvement qui relève d'un rejet majoritaire en son sein des politicien·ne·s établi·e·s et de la politique institutionnelle. Elle pourrait également être l'une des conséquences de l'affaiblissement des syndicats et des partis de gauche en France.

Par ailleurs, se déclarant «apartisans», les gilets jaunes ont pratiqué une diversité des prises de parole et des opinions donnant, selon l'auteur, une leçon aux militant·e·s «roses» ou «rouges», ainsi qu'à tous celles et ceux qui prônent une politique horizontale tout en parlant trop souvent en tant que représentant·e·s au nom des «représenté·e·s». Ils ont donné une attention constante aux risques de monopolisation de la parole du mouvement et de sa diversité, derrière des figures de leaders.

S'éloignant du modèle d'une contestation organisée, structurée par des appareils, les gilets jaunes ont néanmoins repris des moyens de lutte anciens dans leur arsenal mais ils l'ont fait sous des formes nouvelles de localisation : dispersion sur le sol national des manifestations dans différentes villes, rassemblements dans des zones peu familières des pratiques protestataires, occupations des ronds-points, éléments du tissu périurbain permettant de multiples blocages, mais aussi lieux d'échanges et de soutiens.

Autre fait notable, dans les premiers discours des gilets jaunes, le monde du travail n'était pas une référence centrale, contrairement à la famille et aux ami·e·s, qui étaient en revanche constamment présent·e·s. Ce sont les inégalités, les injustices fiscales, le reflux de l'État et des services publics dans certains territoires qui ont été au centre de leurs revendications.

Quant à la remise en cause du système économique, elle résulterait plutôt d'une réflexion concrète et pratique sur les questions du pouvoir d'achat ou de la justice sociale.

L'auteur constate que, sur l'échelle des mouvements sociaux récents, les



luttres se situent de plus en plus au niveau local, à l'instar des «Nuits debout» ou des mouvements de luttres contre les rénovations dans les quartiers populaires, contre la pollution, les centrales nucléaires ou les fermetures d'usines ou encore contre les «grands aménagements» tels que l'aéroport de Nantes. Il suggère de réfléchir à l'émergence, certes fragile, d'un nouveau cycle contestataire qui serait plutôt centré sur le «local». Ce recentrage est aussi favorisé par les difficultés rencontrées par les combats «altermondialistes» contre les politiques néolibérales. D'après Laurent Jeanpierre, ces luttres seraient plus à la portée des plus «faibles», en raison des liens et des ressources de proximité.

Dans le dernier chapitre consacré aux utopies réelles et locales, l'auteur revient sur de nombreuses formes d'expérimentations collectives, ayant pour objectif de faire du «commun» à des échelles différentes : cela va des ZAD (Zones à défendre) aux jardins collectifs, des coopératives d'habitation aux squats, en passant par l'urbanisme participatif, le municipalisme libertaire ou encore l'expérience zapatiste. Ce chapitre se concentre sur la tradition des utopies communales, en présente quelques-unes et revient sur les problèmes d'échelle qui s'y posent : quelle est la taille pertinente pour garantir l'action collective et des délibérations ouvertes et démocratiques et quelle est la taille critique pour permettre de satisfaire aux conditions matérielles de subsistance ?

À partir de destinées et de difficultés semblables à celles des gilets jaunes, des liens peuvent certainement être établis pour recréer ensemble

un «commun» porteur de dignité et de solidarité malgré la précarité et le manque de moyens.

Ce livre bien structuré en quatre thématiques apporte de nombreux éléments factuels sur ce mouvement. Il n'oublie pas de relever «la poétique» des gilets jaunes, leur humour et la richesse expressive de leurs écrits sauvages.

FRANÇOISE PITTELOUD

**Schweizerisches Nationalmuseum ; Musée national suisse (éd.), *Arbeit – Le Travail. Fotografien aus der Schweiz – Photographies provenant de Suisse 1860-2015*, Zurich, Limmat Verlag, 2015, 224 pages**

**Christian Koller, Raymond Naef (éd.), *Chronist der sozialen Schweiz. Fotografien von Ernst Koehli 1933-1953*, Baden, Hier und Jetzt, 2019, 272 pages**

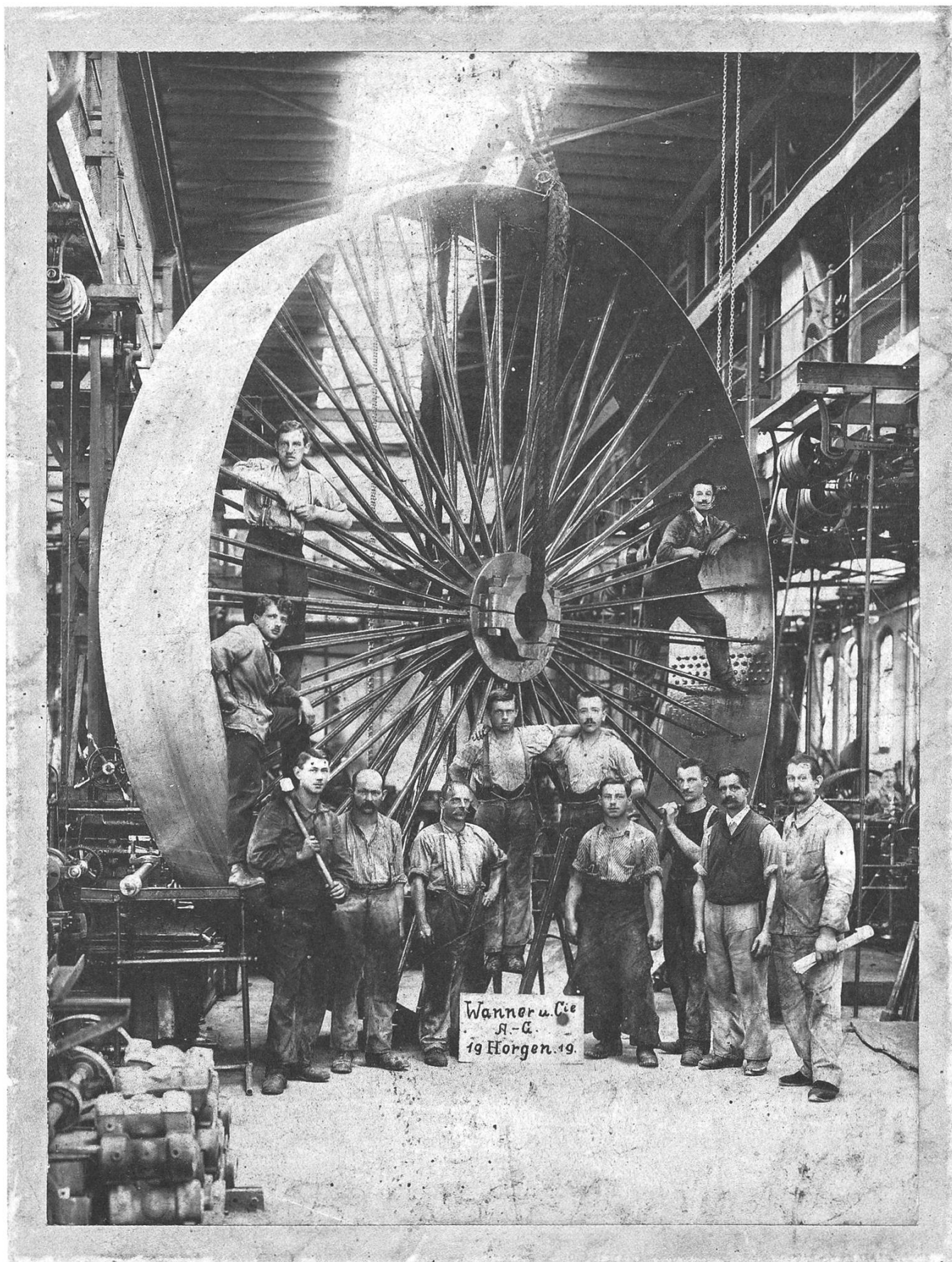
Faire une histoire d'en bas, c'est-à-dire dans une perspective ouvrière, nécessite de recourir à tous les types de sources possibles. Les documents écrits conservés par les archives étatiques ou économiques proviennent principalement d'en haut (État ou entrepreneurs) et ne donnent que peu d'éléments sur la vie des travailleurs et des travailleuses, soit sur la très grande majorité de la population. À l'exception des appareils syndicaux, le monde ouvrier n'a laissé que peu de traces écrites. Dans le cadre du tournant iconographique des années 1990, les photographies d'ouvrières et d'ouvriers ont été de plus en plus sollicitées par la recherche historique. Il était alors nécessaire

de sortir de l'oubli les fonds photographiques, qui dormaient dans les archives publiques et privées. L'ouvrage illustré du Musée national suisse et le livre consacré au photographe zurichois Ernst Koehli proposent deux publications explicitement dédiées à la photographie d'ouvrières et d'ouvriers. En plus de faire découvrir des images méconnues, ces publications sont aussi l'occasion de réfléchir au potentiel et aux embûches que représentent les sources iconographiques pour l'histoire ouvrière. Plusieurs spécialistes mettent en perspective ces images d'une part dans l'histoire de la photographie et d'autre part dans leur contexte économique et social.

À la lecture des contributions et après un examen plus précis des images, il apparaît clairement que la photographie n'offre que les apparences d'une source objective et neutre. Les intentions, les sujets, les approches et leurs significations varient selon les commanditaires et les photographes qui les prennent. À l'instar des sources écrites, les images doivent être soumises à une critique minutieuse qui nécessite des connaissances historiques et un savoir-faire professionnel.

Que sont donc ces photographies? Des images qui montrent le travail ou des images produites par des ouvrières et des ouvriers? L'ouvrage bilingue du Musée national suisse ne comporte presque que des photographies de la première catégorie, dont les commanditaires sont généralement des entreprises ou des revues. De ce fait, ces images servaient un but entrepreneurial, respectivement publicitaire. Les prises de vue coûtaient cher, surtout au XIX<sup>e</sup>

siècle, raison pour laquelle on ne se permettait pas de faire faire n'importe quel instantané. Les photographies devaient présenter le travail d'une entreprise sous un jour particulièrement favorable, ce dont témoignent les traditionnelles photographies de groupes du personnel, qui entendaient montrer la taille et donc la puissance économique de l'entreprise. Que celles-ci soient mises en scène, comme toute photo de classe, s'explique donc aisément. Il faut en effet s'imaginer les efforts nécessaires pour réunir sur un podium un effectif de plusieurs dizaines, voire centaines de personnes qui regardent silencieusement l'appareil. Ces photographies de groupes donnent au premier abord l'idée d'une valeur égale de chaque personne, mais les différences d'habillement laissent apparaître d'évidentes hiérarchies. Le placement donne un indice de la position sociale: en général, ceux d'en haut, c'est-à-dire les cadres supérieurs, sont tout en bas, ou au milieu. Les vues intérieures des usines sont, elles aussi, mises en scène. Ces images prétendent montrer une situation de travail authentique, mais l'activité y est figée. Les machines sont arrêtées et le personnel immobilisé, bien qu'il ne regarde pas l'objectif et fait comme s'il travaillait. L'image du bobinage des rotors pour moteurs de locomotives monophasés chez Brown Boveri à Baden en 1926-1927 est à ce titre emblématique (pp. 22-23). Mais ne faire des ouvrières et des ouvriers que des objets mis en scène et instrumentalisés méconnaît la marge de manœuvre des photographes et des photographiés. Le patron n'était certainement pas présent pour chaque prise de vue afin de donner ses instructions, ce



Wanner & Cie, Horgen (ZH), 1919. Collection Musée national suisse.  
Paru dans *Arbeit – Le Travail*, op. cit., p. 21.



qui permet des poses ou des manifestations moins convenues, telles ces ouvriers perchés sur un élément de turbine chez Wanner à Horgen (p. 21).

Néanmoins, ce sont les images mises en scène qui dominent. Elles ne montrent pas le travail réel, mais l'idéalise, véhiculant une image très faussée, (purement) héroïque et positivement connotée. Ces photographies, qui transmettent principalement l'idée de la fierté au travail et de la créativité de l'économie (suisse), étaient omniprésentes dans l'exposition du Musée national à Zurich, puis à Prangins. Il manquait malheureusement des photographies montrant les faces sombres du travail en usine : la monotonie, l'épuisement, la maladie, la précarité, les accidents de travail, etc. Seul le travail des enfants, visible sur quelques images (p. 108 par exemple), laissait apparaître une page moins glorieuse de cette histoire. Toutefois, là encore, l'exposition n'offrait pas de contextualisation historique critique et ne mentionnait nulle part que le recours aux enfants, bien qu'interdit depuis la loi fédérale sur les usines de 1877, a persisté jusque tard dans le XX<sup>e</sup> siècle et qu'il était partie intégrante du processus d'industrialisation en Suisse.

Le travail des enfants était normal et donc photographié à la demande explicite des entrepreneurs, ou n'était du moins pas occulté. Cette situation valait également pour la production par les femmes ou les enfants de munitions destinées aux pays belligérants, comme chez Piccard-Pictet à Genève durant la Première Guerre mondiale (p. 147). Ce qui paraît aujourd'hui éthiquement blâmable était

alors admis. Du point de vue des ouvrières et ouvriers, il faudrait plutôt dire indispensable, car les gens d'en bas, par nécessité économique, devaient accepter le travail qu'il y avait. Les différentes contributions n'abordent malheureusement pas la question du changement des conditions de travail consécutif au développement de la législation sur le travail suite aux pressions syndicales. À une louable exception près, celle offerte par la discussion entre la psychologue Anita Keller et le sociologue Franz Schultheis. Leur débat sur les transformations du monde du travail fait des liens avec le présent et le futur. Il fait apparaître comment l'être humain a disparu de certains secteurs d'activité du fait de la mécanisation, l'informatisation et la robotisation (libéré d'un travail indigne de l'être humain par la machine, ou alors mis à l'écart, selon la lecture qui en est faite). Les limites entre lieu de travail et loisirs s'estompent de plus en plus, ce qu'indique bien l'image de l'espace Bar et Karaoké de Google à Zurich (p. 177). Le géant de la technologie souligne trop ostensiblement l'importance des liens avec l'employeur et des liens interpersonnels au travail, même lorsqu'ils sont établis dans le cadre et sous le contrôle de l'entreprise. Se referme alors la boucle ouverte par les photographies de groupes du personnel et les mises en scène d'intérieurs d'usine, qui ont largement disparu au cours du XX<sup>e</sup> siècle. L'entreprise Bally à Schönenwerd en offre néanmoins une remarquable exception : à l'occasion de son 100<sup>e</sup> anniversaire en 1951, elle fait photographier l'ensemble du personnel, individuellement ou en

**DÉBALLAGE ET VERIFICATION DES  
PIÈCES VENANT DES SOUS-TRAITANTS**



Contrôle de parties de munitions chez Piccard-Pictet & Cie, Genève, 1914-1918.  
Collection Musée national suisse. Paru dans *Arbeit – Le Travail*, op. cit., p. 147.





*Music & Game Lounge*, centre de recherche et de développement de Google, Zurich, 2008. Würmli Fotograf, Zurich. Paru dans *Arbeit – Le Travail*, op. cit., p. 177 (photographie couleur).

petits groupes, réunissant dans une œuvre photographique monumentale ses 4000 ouvrières et ouvriers. Y aurait-il aujourd'hui encore des entreprises qui réaliseraient un tel projet qui met au centre les individus au travail ?

L'attention à la fidélité à l'entreprise et aux relations interpersonnelles en son sein a été évincée du monde du travail à la fin du XX<sup>e</sup> siècle par la pression économique et la rationalisation. Lorsqu'on contemple la photographie d'un facteur, la fleur à la bouche, et de sa collègue, bavardant avec une vieille dame qui reçoit son courrier en 1944 (p. 139), on peut se sentir nostalgique d'une époque où le travail à la poste incluait des fonctions sociales et pas seulement économiques. L'excellente contribution de Daniela Nowakowski présente les inégalités de genre et l'empreinte

des rôles traditionnels dans le travail. L'article de Ricabeth Steiger et de Fabian Müller fait ressortir un autre potentiel analytique de la photographie du travail en s'intéressant aux images de particuliers. Les collages sarcastiques du laborantin de CIBA Karl Mitzkat révèlent un fort degré de mise en scène, mais avec un point de vue d'en bas, c'est-à-dire celui du personnel : de sombres vues d'intérieurs d'usine avec la mention «et dehors brille le soleil» ou les commentaires d'ouvriers sur des polaroids d'une fonderie (pp. 100 et 101).

Le titre du livre consacré à Ernst Koehli (1913-1983) promet lui aussi le changement à travers les sources photographiques. Il offre un complément indispensable à la publication du Musée national à plusieurs égards. L'ouvrage présente pour la

première fois un fonds de photographies important jusqu'ici largement inconnu du grand public. L'œuvre du photographe zurichois Ernst Koehli aurait fini à la benne, comme c'est souvent le cas lorsqu'aucune disposition n'a été prise pour la transmission de la succession avant le décès, sans l'intervention du graphiste zurichois Raymond Naef. Par son engagement, en dépit du désintérêt général, le fonds de photographies de Koehli est maintenant conservé aux Archives sociales de Zurich et donc sauvegardé pour la postérité.

Ces images offrent un complément nécessaire, voire un correctif, à la plupart des photographies du livre *Arbeit – Le Travail* du fait d'une perspective différente. Diplômé de la Kunstgewerbeschule de Zurich, ce photographe établi dès 1936 était proche du mouvement ouvrier tant par sa famille que par sa vision du monde. Il comptait dans sa clientèle, en plus d'entreprises comme la Migros, des syndicats – en particulier la Fédération des transports, du commerce et de l'alimentation (FCTA) et le Syndicat des services publics (VPOD/SSP), le Parti socialiste suisse et des organisations du mouvement ouvrier comme l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), des groupes féministes ainsi que les *Wandervögel*.

Le positionnement politique de Koehli et les intentions des commanditaires de gauche conduisent à une approche complètement différente de celle des photographies présentées par le Musée national. D'une part, les images de Koehli montrent les aspects moins héroïques et plus fatigants du travail dans le chapitre « Entreprises et métiers », par exemple

dans une prise de vue de trois ouvriers posant des câbles téléphoniques dans un puits extrêmement exigu en 1952 à Zurich. S'ils ressentent plaisir et fierté professionnelle, cela ne transparaît pas de l'image ! D'autre part, ses photographies ne se limitent pas à la représentation du travail. Elles montrent notamment les luttes ouvrières (chapitre « Mobilisations politiques et grèves ») et les activités de loisirs (chapitre « Temps libre, culture ouvrière, repos »). Pour les années 1930 et 1940 en particulier, les sujets hors du travail proprement dit constituent en effet des domaines inséparables de l'activité salariée. Ces photographies transmettent l'image d'un mouvement ouvrier prenant en charge tous les domaines de l'existence. Ses organisations accompagnent chacune de la naissance à la mort, comme le montrent les photographies d'enfants d'ouvriers (pp. 234 sv) ou celles de la maison de retraite pour ouvriers et ouvrières à Hérissau (pp. 168-179).

Le chapitre consacré à la solidarité internationale se démarque de la perspective adoptée par le livre *Arbeit – Le Travail*, focalisé sur la Suisse. Y figurent des images prises sur mandat de l'OSEO. Elles incarnent l'esprit de solidarité qui anime le mouvement ouvrier suisse durant la Deuxième Guerre mondiale, lors de séjours de vacances d'enfants ouvriers hollandais en Suisse ou encore dans l'entretien d'un foyer pour réfugié·e·s espagnol·e·s à Pringy dans la Loire.

En dépit de toutes les différences entre ces deux ouvrages, certaines similitudes apparaissent, et en particulier le fait que pour Koehli aussi les images résultent quasi exclusive-



Manifestation du 3 septembre 1952, Aarau. Collection Archives sociales suisses.  
Paru dans *Chronist der sozialen Schweiz*, op. cit., p. 146.

ment de commandes. Et les mandant·e·s de gauche ne l'engageaient pas par simple passion de la photographie! Ses prises de vue devaient transmettre une image positive du mouvement ouvrier et servir à la propagande. Néanmoins, comparé aux vues d'entreprises publiées dans *Arbeit – Le Travail*, le photographe semble s'être autorisé une plus grande liberté artistique dans l'exécution de ses mandats. Ses photographies d'assemblées syndicales ou d'activités de loisirs laissent apparaître plus de spontanéité et d'authenticité. Koehli semble se mouvoir librement et, en partie du moins, sans attirer l'attention des personnes présentes. Dès lors, ces dernières ne regardent souvent pas l'objectif, comme les bouchers en grève réunis à la Maison du peuple de Zurich en 1942 (pp. 112-113) ou les participant·e·s d'une

excursion familiale de chauffeurs de la FCTA à l'Obersee en 1934 (pp. 164-167). La discrétion du photographe lui permet de prendre des images qui donnent de nombreuses informations sur les émotions et les comportements des syndiqué·e·s.

Les photographies de Koehli comportent elles aussi le risque de déclencher la nostalgie du bon vieux temps. Bien sûr, les syndicats avaient encore dans les années 1940 et 1950 une importance dans le monde du travail qu'ils ont aujourd'hui largement perdu. Les ouvrières et les ouvriers se sont fondus dans le reste de la société, quasi toutes les institutions de culture ouvrière ont disparu faute d'intérêts. Ce changement semble toutefois déjà se dessiner durant la «période glorieuse» que documente Koehli. Les photographies de la manifestation pour le contingentement du





Secrétaires syndicaux et fabricants de cigares, 3 septembre 1952, Aarau.  
Collection Archives sociales suisses. Paru dans *Chronist der sozialen Schweiz*, op. cit., p. 151.



tabac en 1952 l'attestent. Fabricants et syndicats combattaient ensemble pour la protection de l'industrie suisse du tabac. Lors de la campagne de votation, entrepreneurs et salarié·e·s apparaissaient conjointement lors d'une grande manifestation à Aarau. Il est dès lors difficile de faire la différence entre personnes de gauche et de droite parmi les manifestant·e·s : les ouvrières du tabac manifestent en costumes folkloriques locaux (p. 146) ; les secrétaires syndicaux et les fabricants de cigares contemplent la scène sans qu'il soit possible de les distinguer du fait de leurs vêtements ou de leurs attitudes (p. 151). Ces images

symbolisent parfaitement le « partenariat social » et la transformation du mouvement ouvrier suisse.

En conclusion, ces deux livres méritent absolument d'être lus et admirés. Par leur complémentarité, ils donnent une image riche et diversifiée du travail en Suisse. L'accent porte hélas principalement sur la Suisse alémanique, et plus précisément sur Zurich et l'Argovie. Ce bémol devrait inciter à entreprendre un travail semblable pour la Suisse romande.

FLORIAN EITEL

*traduit de l'allemand  
par Patrick Auderset*

## Quelques mémoires de master récents

Sébastien Abbet, « La grève dans la ville. Une cité horlogère à travers guerre mondiale, conflits sociaux et restauration de l'ordre (Le Locle, 1912-1920) », mémoire de master (dir. Malik Mazbouri), Université de Lausanne, 2020.

Arthur Auderset, « Identifier, surveiller et mettre au travail : les livrets d'ouvriers et de domestiques dans le canton de Vaud face au défi de la mobilité ouvrière (1811-fin XIX<sup>e</sup> siècle) », mémoire de master (dir. François Vallotton), Université de Lausanne, 2019.

Laura Bernasconi, « La commissione femminile italiana delle Federazione Colonie Libere Italiane in Svizzera : temi e vicende dell'immigrazione in Svizzera (1966-1979) », mémoire de master (dir. Claude Hauser), Université de Fribourg, 2021.

Lionel Cachin, « La grève du printemps 1971 à l'usine Paillard d'Yverdon-Bains », mémoire de master (dir. François Vallotton), Université de Lausanne, 2020.

Méline Murisier, « Le Parti ouvrier et populaire neuchâtelois : un bastion cantonal d'extrême gauche sous surveillance nationale (1944-1964) », mémoire de master (dir. Jean-François Fayet), Université de Fribourg, 2021.